



Caisse d'allocations familiales de Loire-Atlantique, **Nantes**

Un épisode caniculaire intense s'étend sur tout le pays et Météo France a placé l'essentiel des départements en vigilance orange, avec des pics de température pouvant dépasser les 40 ° C. L'urgence climatique se rappelle à nous, avec toute la violence des inégalités qui gangrènent la société capitaliste.

LES RICHES DÉTRUISENT LA PLANÈTE

Le changement climatique n'est pas une simple vue de l'esprit, il est mesuré avec précision. Ainsi, en France, le réchauffement a atteint 2,2 °C sur les dix dernières années. Des phénomènes de plus en plus extrêmes accompagnent cette hausse des températures : sécheresses, inondations... Les populations les plus pauvres sont les plus exposées à ces catastrophes, car elles n'ont aucun moyen d'y faire face. Alors que 2024 est l'année la plus chaude jamais enregistrée, la seule préoccupation des dirigeants de ce monde est d'aller... droit dans le mur. Le retour au pouvoir de Trump aux États-Unis donne le ton : même le « greenwashing », cette publicité mensongère qui consiste à se repeindre en vert, semble passé de mode. Avec son slogan « *Drill baby, drill!* » (« Forez, les gars, forez ! »), c'est l'exploitation et le business d'abord.

Mais le gouvernement français et l'ensemble des pays européens s'engouffrent aussi dans cette voie. En France, en pleine canicule, les députés votaient pour remettre aux calendes grecques le développement des énergies renouvelables. Il y a certainement la clim' au Parlement ! De même, ils s'apprêtent à voter la loi Duplomb, visant à faciliter l'agrandissement des élevages industriels, multiplier les mégabassines, réautoriser des insecticides dangereux, et on en passe. À l'échelle européenne, c'est la France qui remet en cause l'objectif de 90 % d'émissions de CO₂ en moins en 2040. Elle aura sans aucun doute gain de cause, puisque la nouvelle priorité des gouvernements européens semble être la hausse des dépenses militaires, au détriment de tout le reste.

IL FAIT TROP CHAUD POUR TRAVAILLER...

Dernièrement, le gouvernement Macron a suspendu les subventions aux rénovations d'ampleur par le dispositif MaPrimeRénov' alors que de

nombreux logements restent des passoires thermiques, tout particulièrement dans le parc HLM. D'après la Fondation pour le logement (ex-Fondation Abbé-Pierre), 37 % des ménages modestes déclarent souffrir de la chaleur dans leur logement, contre 20 % des ménages plus aisés. Après avoir passé des nuits éprouvantes, il faut encore aller travailler : en dépit de l'alerte orange, qui indique un danger élevé, l'économie devrait continuer à tourner comme si de rien n'était. C'est pour cela que Borne, ministre de l'Éducation, a annoncé que les écoles resteraient ouvertes. Même si le bâti scolaire n'est absolument pas adapté, les enfants doivent être accueillis... pour que les parents puissent aller travailler, dans des conditions là non plus pas du tout adaptées.

L'été dernier, sept accidents mortels au travail ont été reconnus comme liés à la chaleur. Entre 2018 et 2023, ce sont au moins quarante-huit travailleurs qui ont été victimes d'un accident mortel lié à la chaleur, un chiffre probablement sous-estimé, de l'aveu même de Santé publique France. Chantiers, travaux agricoles... certains secteurs sont particulièrement exposés. Un décret entre en vigueur le 1^{er} juillet pour préciser les obligations des employeurs en matière de prévention des risques lors des épisodes de chaleur intense : horaires pouvant être modulés, eau fraîche disponible, locaux maintenus à une température adaptée... Tout reste très vague, principalement les températures concernées !

Au même moment, nous devrions nous résigner à vivre dans des bouilloires thermiques et à travailler coûte que coûte en pleine fournaise. Pas question de se laisser faire ! À nous de faire respecter nos droits pour ne pas nous mettre en danger, et le plus collectivement possible sera le mieux. En attendant de se débarrasser du capitalisme !

Lundi 30 juin 2025

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DU NPA-R !



La démocratie ne s'arrête pas aux portes de l'isolement

Il y a plus d'un mois nous avons été nombreux à participer au vote du CSE et donc de nos représentants. Cette mobilisation montre que nous nous préoccupons de la gestion de notre lieu de travail et de ses évolutions. Mais notre engagement ne doit pas se réduire uniquement à ce vote. Si nous souhaitons que des changements adviennent, nous devons faire remonter la réalité de l'ambiance dans nos services, ce qui va et ce qui ne va pas. En gardant à l'esprit que la manière la plus efficace pour faire plier la direction sur nos revendications restera nos mobilisations collectives. Syndiqué ou non, élus ou non, c'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !

La CPAM devant la justice

À Nantes, le 26 juin dernier, une travailleuse en arrêt maladie a assigné l'Assurance maladie en référé. En cause, le logiciel Arpège censé faciliter le traitement des indemnités, mais qui, en réalité, bloque leur versement depuis des mois, plongeant près de 15 000 assurés dans la précarité. Des salariés des CPAM de Loire-Atlantique et de Vendée, à bout de nerf face à la maltraitance sociale qu'ils doivent gérer au quotidien, se sont mis en grève à plusieurs reprises pour demander le retrait du logiciel maudit. Mais Arpège n'est pas une exception. À la Sécurité sociale, bon nombre de logiciels achetés à des prestataires extérieurs empêchent le bon traitement et le versement des droits des allocataires. Un système qui enrichit les acteurs privés au détriment des plus pauvres.

Fossoyeurs de père en fille

L'État veut couper drastiquement dans le budget de l'Assurance maladie. Tout le monde le sait, tout le monde en parle. Mais comment en parle-t-on et avec qui ? Arte, dans son journal 28 minutes, n'a rien trouvé de mieux que d'inviter Marguerite Cazeneuve et François Sarkozy pour leur « expertise » en la matière. La première est directrice déléguée de l'Assurance maladie, mais aussi ancienne conseillère de Macron et, surtout, nièce de Bernard Cazeneuve, ancien Premier ministre sous Hollande. Le deuxième n'est autre que le frère de Nicolas Sarkozy, médecin par ailleurs. C'est donc une fierté toute familiale pour ces deux-là que de dire aux travailleurs d'aller se tuer à la tâche pour les beaux yeux du patronat. Arte, comme bon nombre de médias, ferait mieux de demander leur avis à de vrais experts : celles et ceux qui font tourner la société au risque d'y laisser leur santé !

Démantèlement de la protection sociale : le gouvernement va remettre le couvert

La ministre du Travail et de l'Emploi, Astrid Panosyan-Bouvet, a confirmé qu'aurait lieu « prochainement » la conférence pour définir l'avenir du système social. Elle a notamment déclaré : « Nous préparons actuellement une grande conférence sociale rassemblant responsables politiques, économistes et partenaires sociaux, pour tracer collectivement l'avenir de notre modèle. » Mais ces mots ronflants cachent mal une réalité plus sombre : la mise en cause du financement et du niveau de couverture offert par le système de protection sociale. Il s'agit en fait de satisfaire l'exigence du patronat qui réclame à cor et à cri la baisse de ses cotisations sociales en trouvant des alternatives au financement (TVA sociale, retraites par capitalisations..) mais aussi en excluant de la couverture sociale « des risques dits universels, santé, dépendance, famille ». Bref, une façon de porter atteinte à nouveau aux droits de la population travailleuse.

Garderie dans des bouilloires thermiques

Alors que le pays est plongé dans une chaleur accablante, et que dans bien des salles de classe la chaleur dépasse les 35 °C, la ministre de l'Éducation, Élisabeth Borne, a écarté d'un revers de main toute fermeture anticipée des établissements scolaires. Il faut bien que les écoles gardent les enfants pour que les parents puissent aller travailler ! Le ministère a préféré publier une série de recommandations auxquelles les enseignantes et enseignants n'auraient pas pensé, comme « dans la mesure du possible, utiliser des salles à l'ombre » ! Des recommandations bien éloignées des problèmes réels : plusieurs campagnes syndicales ont révélé l'ampleur de l'inadaptation du bâti scolaire. Huit établissements sur dix sont des bouilloires thermiques, et devraient être rénovés pour pouvoir respecter les normes de performances énergétiques.



**Dans le journal RÉVOLUTIONNAIRES
LA FOLIE GUERRIÈRE DE TRUMP,
NETANYAHOU ET MACRON : UNISSONS-NOUS
POUR LES STOPPER !
Le dernier numéro est disponible,
n'hésitez pas à vous le procurer auprès
de nos militants.**